



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Gestion des déchets non dangereux pour les
établissements du GHT Saône-et-Loire Bresse
Morvan**

GHT Saône et Loire - Bresse - Morvan
4 RUE CAPITAINE DRILLIEN
71100 CHALON SUR SAONE

SOMMAIRE

I - Dispositions générales du contrat.....	4
I.1 - Objet du contrat.....	4
I.2 - Décomposition du contrat.....	4
I.3 - Type d'accord-cadre	4
I.4 - Conditions d'exécution des prestations	4
I.5 - Réalisation de prestations similaires.....	5
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité.....	5
3.1 - Rappel des obligations du titulaire.....	5
3.2 - Modalités de contrôle et de sanction	6
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	7
5 - Protection des données à caractère personnel.....	7
6 - Durée et délais d'exécution	7
6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations	7
6.2 - Durée du contrat.....	7
6.3 - Justification de la durée de l'accord-cadre	7
7 - Prix.....	7
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	7
7.2 - Modalités de variation des prix	7
7.3 Rachat des déchets recyclables.....	8
8 - Garanties Financières	9
9 - Avance.....	9
9.1 - Conditions de versement et de remboursement	9
9.2 - Garanties financières de l'avance.....	9
10 - Modalités de règlement des comptes.....	9
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	9
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	9
10.3 - Délai global de paiement	10
10.4 - Paiement des cotraitants	10
10.5 - Paiement des sous-traitants.....	11
10.6 - Nantissement / Cession de créance	11
11 - Conditions d'exécution des prestations.....	11
12 - Développement durable	12
13 - Constatation de l'exécution des prestations et plan de progrès.....	12
13.1 - Décision après vérification	12
14 – Continuité du service.....	13
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	13
16 - Pénalités	13
Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure.	13
16.1 - Pénalités pour absence de mise à disposition des équipements.....	13
16.2 - Pénalités pour indisponibilité des équipements	14
16.3 - Pénalités spécifiques.....	14
16.4 - Pénalités pour non transmission de documents relatifs à la sous-traitance.....	15
16.5 - Pénalités pour non transmission des attestations d'assurance	15
16.6 - Pénalités pour travail dissimulé	15
16.7 - Modalités d'application des pénalités.....	16
18 - Résiliation du contrat.....	16
18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	16

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	16
19 - Règlement des litiges et langues.....	17
20 - Dérogations.....	17

I - Dispositions générales du contrat

I.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Gestion des déchets non dangereux pour les établissements du GHT Saône-et-Loire Bresse Morvan – lots 3 et 4.

Prestations de gestion des déchets non dangereux (DND) pour les établissements du groupement hospitalier de territoire Saône-et-Loire Bresse Morvan. Ces prestations comprennent la collecte, le transport, le traitement, la valorisation et l'élimination des déchets :

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :
La Guiche, Autun.

I.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
03	Gestion des déchets non dangereux du CH de La Guiche
04	Gestion des déchets non dangereux du CH d'Autun

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

I.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

I.4 - Conditions d'exécution des prestations

Le présent accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande. Ces bons de commande sont établis par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de ses besoins. Il transmet les bons de commande au titulaire par courrier, par fax, ou par courriel.

Ces bons de commande constituent des demandes d'enlèvement.

Par dérogation à l'article 3.7 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services, le marché s'exécute au moyen de demandes d'enlèvement.

Les demandes d'enlèvement sont transmises au titulaire par fax / courriel / plateforme dématérialisée par l'adhérent du groupement de commandes.

Ces demandes d'enlèvement sont établies par l'adhérent du groupement de commandes au fur et à mesure de ses besoins.

Chaque demande d'enlèvement doit indiquer les informations suivantes :

- La dénomination sociale / raison sociale et l'adresse du créancier
- La référence du marché
- La nature des prestations à exécuter
- Le lieu d'exécution des prestations
- La date et la tranche horaire d'exécution des prestations
- Toute référence utile à l'exécution des prestations

Lorsque que le titulaire estime que la demande d'enlèvement qui lui est notifiée appelle des observations de sa part, il doit les notifier à l'adhérent du groupement de commandes dans un délai de 30 minutes à compter de la date d'envoi

du bon de commande, sous peine de forclusion. Le titulaire doit se conformer aux prescriptions de chaque bon de commande, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Chaque demande d'enlèvement émanant de l'adhérent du groupement de commandes vaut bon de commande.

Les demandes d'enlèvement peuvent être émises jusqu'au dernier jour de validité du marché.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

PIECES PARTICULIERES

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles datés et signés, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- Le cahier des clauses administratives particulières et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- Le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- Le bordereau des prix unitaires dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants éventuels, datés et signés, dont les exemplaires conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seuls foi
- Le mémoire technique, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi

PIECE GENERALE

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures et services en vigueur à la date d'envoi à la publication de l'avis d'appel à la concurrence.

Ce documents d'ordre général n'est pas joint au présent marché, mais la partie contractante déclare expressément le connaître, s'y référer et l'accepter.

CONDITIONS GÉNÉRALES D'ACHAT

Toute clause mentionnée dans les documents du titulaire (contrat, devis, etc.) qui serait contraire aux stipulations du cahier des clauses administratives particulières et du cahier des clauses techniques particulières est réputée non écrite. Les conditions générales d'achat du pouvoir adjudicateur priment sur les conditions générales de vente du titulaire. La signature de l'accord-cadre entraîne acceptation sans réserve des conditions générales d'achat du pouvoir adjudicateur.

3 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

3.1 - Rappel des obligations du titulaire

Le présent accord-cadre confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire

est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

A ce titre, lorsqu'ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public, le titulaire veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur les mesures qu'il met en œuvre afin d'informer les personnes susvisées de leurs obligations et de remédier aux éventuels manquements.

Lorsque le titulaire entend sous-traiter une partie de l'exécution du service public, il s'assure que les contrats de sous-traitance comportent des clauses rappelant les obligations précitées. Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur chaque contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public, en même temps que sa demande d'acceptation, sous peine de refus dudit sous-traitant.

3.2 - Modalités de contrôle et de sanction

Le titulaire informe les usagers des modalités leur permettant de lui signaler tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier. Le pouvoir adjudicateur peut exiger que les personnes responsables des manquements constatés soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit. Si la mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier le présent accord-cadre pour faute du titulaire, le cas échéant à ses frais et risques.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

voir annexe RGPD

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le 01/11/2025.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 31/10/2030.

6.2 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 5 ans.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Durée dérogatoire de 5 ans afin de permettre l'amortissement des matériels

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

6.3 - Justification de la durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre dépasse quatre ans pour le motif suivant : Durée dérogatoire de 5 ans afin de permettre l'amortissement des matériels

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 10/2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient C_n donné par les formules suivantes :

ICHT E = Indice du coût horaire du travail, tous salariés, de la production et la distribution d'eau; de l'assainissement, de la gestion des déchets et de la dépollution

FDS2 = Frais et services divers - modèle de référence 2 (www.lemoniteur.fr)

CNR REG = Comité national routier régional porteurs (www.cnr.fr)

La révision des prix est effectuée par application de la formule suivante aux prix unitaires du marché :

$$Pa = Po * [0,15 + 0,40 \times (ICHT-E / ICHT-Eo) + 0,30 \times (FDS2 / FDS2o) + 0,15 \times (CNR REG / CNR REGo)]$$

Pa = Prix ajusté

Po = Prix du marché établi sur la base des conditions économiques du mois (Mo)

ICHT-E = Dernier indice de référence connu au moment de la demande d'ajustement des prix

ICHT-Eo = Indice (valeur réelle) de référence du mois d'établissement des prix de l'offre de base (mois Mo)

FDS2 = Dernier indice de référence connu au moment de la demande d'ajustement des prix

FDS2o = Indice (valeur réelle) de référence du mois d'établissement des prix de l'offre de base (mois Mo)

CNR REG = Dernier indice de référence connu au moment de la demande d'ajustement des prix

CNR REGo = Indice (valeur réelle) de référence du mois d'établissement des prix de l'offre de base (mois Mo)

Par dérogation à l'article 10.2.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, les arrondis sont traités de la façon suivante :

- Si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut)
- Si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès)

L'ajustement des prix intervient au 1^{er} septembre de chaque année du marché.

En cas d'interruption temporaire de la parution de l'indice, le dernier indice connu reste applicables le temps que le nouvel indice paraisse.

En cas de suppression définitive de l'indice, le dernier indice connu reste applicable pendant 3 mois. Durant cette période, le titulaire et le pouvoir adjudicateur déterminent d'un commun accord un nouvel indice de référence. Dans le cas où le titulaire et le pouvoir adjudicateur ne parviennent pas à s'entendre sur le choix d'un nouvel indice, le marché est alors résilié sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Application de la TGAP

La Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) est celle en vigueur au moment de la réalisation de la prestation.

Dans le cas où l'exécution de l'accord-cadre entraîne l'application de la TGAP, le Titulaire en informe le bénéficiaire dans son Offre (et il remplit le BPU en conséquence).

A son Offre, il joint tout document corroborant son application. Puis, à chaque évolution de son taux ou de ses conditions d'application, il adresse au bénéficiaire tout document corroborant cette application.

L'évolution de la TGAP fait l'objet d'un certificat administratif annuel.

7.3 Rachat des déchets recyclables

Le titulaire doit racheter les déchets recyclables produits par l'adhérent du groupement de commandes.

Le prix de rachat des déchets recyclables est établi par application de la formule suivante :

$$Pr = Po * Cmp$$

Pr = Prix de rachat

Po = Poids des déchets recyclables évacués

Cmp = Cours / indice de la matière première au jour de l'enlèvement

Un bordereau de rachat pour ces déchets recyclables doit être édité mensuellement

8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois. Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Conformément à l'article L.2191-7 du Code de la commande publique, le bénéficiaire de l'avance est informé que le pouvoir adjudicateur demande la constitution d'une garantie à première demande pour la totalité du remboursement de l'avance. Il devra être indiqué sur la garantie à première demande que l'engagement correspond à la garantie de l'avance consentie.

La constitution d'une caution personnelle et solidaire ne sera pas acceptée.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant SIRET des établissements :

- CH d'Autun : 26710001400062
- CH de La Guiche : 26710023800018

NOTA : Les références bancaires ou postales répertoriées sur l'Acte d'Engagement doivent être exactes, cela afin de ne pas occasionner de retard de paiement.

Le titulaire s'engage à indiquer les mêmes références et intitulés sur les bordereaux de prix et sa facture pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Le non-respect de ces dispositions entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur, avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date, le délai réglementaire de paiement ne commençant à courir qu'à compter de la réception par l'adhérent du groupement de commandes d'une facture conforme.

I 0.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le délai global de paiement peut être suspendu par le pouvoir adjudicateur ou le comptable assignataire quand les justificatifs produits sont insuffisants.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues au titulaire, le pouvoir adjudicateur règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires courant à compter de la date de la demande de paiement partiel définitif présentée par le titulaire.

I 0.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

I 0.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

I 0.6 - Nantissement / Cession de créance

Conformément aux dispositions des articles R. 2191-46 à R. 2191-53 et R. 2191-58 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur remet au titulaire, dès lors qu'il en formule la demande, un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de l'accord-cadre en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance.

I I - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Adresse d'exécution :

Voir annexe 2 du CCTP

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Suivi de l'exécution :

Le titulaire doit, tous les mois, transmettre à chaque adhérent du groupement de commandes un relevé mensuel des enlèvements effectués par ses soins comportant au moins les informations suivantes :

- Numéro et intitulé du lot
- Nombre et montant facturé par type de conditionnement mis à disposition par le titulaire pour chaque site de collecte
- Nombre et montant facturé de déplacements (collecte des déchets,...) réalisés par le titulaire pour chaque catégorie de déchets et pour chaque site de collecte
- Quantités éliminées (mensuelles et cumulées) pour chaque catégorie de déchets et pour chaque site de collecte
- Quantités recyclées (mensuelles et cumulées) pour chaque catégorie de déchets et pour chaque site de collecte
- Montants HT et TTC de déchets traités (mensuels et cumulés) pour chaque catégorie de déchets et pour chaque site de collecte
- Montants HT et TTC de déchets recyclés (mensuels et cumulés) pour chaque catégorie de déchets et pour chaque site de collecte

Le titulaire doit également mettre en place un extranet afin de permettre à chaque adhérent du groupement de commandes de récupérer, d'exporter et d'exploiter au minimum les informations suivantes :

- La date d'intervention
- Le déchet pris en charge
- Le tonnage par typologie de déchet
- Le ticket de pesée

Sécurité et hygiène

Par dérogation à l'article 5.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le titulaire s'engage à faire respecter les dispositions définies dans :

- Le règlement intérieur de l'adhérent du groupement de commandes
- Les consignes de sécurité aux abords du/des établissement(s) de l'adhérent du groupement de commandes
- Les consignes de sécurité et d'hygiène de l'adhérent du groupement de commandes

L'adhérent du groupement de commandes se réserve également le droit de suspendre l'exécution des prestations prévues au marché, si les conditions de sécurité et d'hygiène ne sont pas respectées, jusqu'à la mise en œuvre par le titulaire des dispositions permettant de satisfaire ces conditions. Cette suspension n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

Le personnel du titulaire ou de ses préposés doit être facilement identifiable, et pouvoir justifier de leur appartenance à leurs entreprises, ou être mandatés par elles.

12 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :
voir CCTP

13 - Constatation de l'exécution des prestations et plan de progrès

13.1 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

13.2 - Evaluation de l'exécution du marché

Le pouvoir adjudicateur évalue régulièrement la bonne exécution du marché sur la base des remontées de chaque adhérent du groupement de commandes et décide des actions à mener auprès du titulaire pour corriger les manquements à l'exécution du marché.

Trois niveaux sont prévus :

- Mise en demeure de mener des actions correctives par courrier simple
- Mise en demeure de mener des actions correctives par courrier avec accusé de réception
- Convocation du titulaire, par courrier avec accusé de réception

Dans le cas où le titulaire n'aurait pas mené les actions correctives appropriées dans les délais d'exécutions qui lui ont été signifiés, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier, par dérogation à l'article 30 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, de plein droit le marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

13.3 - Plan de progrès

Le pouvoir adjudicateur souhaite déployer des actions ayant pour objectifs de réduire les coûts.

Certains domaines ont été identifiés comme pouvant permettre de remplir ces objectifs. Il s'agit notamment de :

- L'optimisation de la logistique
- La réduction des dépenses
- Le respect des bonnes pratiques
- La prise en compte du développement durable (réduction des volumes de déchets,...)

Le titulaire doit proposer chaque année au pouvoir adjudicateur les actions, en lien avec l'objet du marché, qu'il souhaite mettre en place pour atteindre les objectifs fixés.

Chaque action doit préciser au minimum :

- Les prérequis nécessaires pour sa mise en place
- Les objectifs quantitatifs et qualitatifs à atteindre
- Les principaux jalons et les délais de mise en œuvre
- Les indicateurs de suivi

14 – Continuité du service

Le titulaire doit garantir la continuité de service de l'adhérent du groupement de commandes :

- En cas d'arrêt de travail pour faits de grève de ses agents ou des agents de ses sous-traitants affectés à l'exécution des prestations
- En cas d'absentéisme important de ses agents
- Lorsque le site de traitement initial se trouve indisponible

Le titulaire doit continuer d'assurer l'exécution des prestations dans les conditions définies dans le cahier des clauses techniques particulières.

Lors de ces situations, le titulaire doit prendre en charge le traitement des déchets vers un site autorisé autre que celui prévu initialement. Dans ce cas, l'adhérent du groupement de commandes :

- Doit être informé, sans délai, de la nouvelle destination des déchets et de la durée prévisible de la situation
- Ne peut se voir facturer de surcoût du fait de ces situations

L'enlèvement, le transport et le traitement des déchets doivent également être assurés dans les mêmes conditions qu'habituellement, quelles que soient les situations exceptionnelles et/ou imprévues qui pourraient se présenter. En aucun cas, l'adhérent du groupement de commandes ne doit être contraint de stocker des déchets dans des lieux et à l'aide de matériels différents de ceux prévus initialement.

Avant sa mise en place, l'organisation, destinée à pallier la grève ou toute situation exceptionnelle, doit être obligatoirement soumise à l'agrément de l'adhérent du groupement de commandes.

En cas d'impossibilité pour le titulaire d'exécuter intégralement les prestations, l'adhérent du groupement de commandes y pourvoira par tous les moyens qu'il juge utile. Les mesures qui sont prises dans ce cas sont limitées à la durée de la grève ou de la situation exceptionnelle.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

16 - Pénalités

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure.

16.1 - Pénalités pour absence de mise à disposition des équipements

Par dérogation à l'article 14.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le titulaire est tenu de mettre à disposition de l'adhérent du groupement de commandes les équipements dans les délais pour lesquels il s'est engagé.

A défaut d'avoir mis à disposition de l'adhérent du groupement de commandes ces équipements dans les délais, le titulaire encourt, sous réserve des stipulations prévues aux articles 10.4 et 10.5 du présent cahier des clauses administratives particulières, une pénalité égale à 100 euros par jour calendaire de retard.

Obligations	Délais
Délai d'information en cas d'absence de tournée pour les jours fériés	Minimum 2 semaines au préalable
Délai de mise en place de collectes supplémentaires	48 h maximum à compter de la demande
Délais de livraison des fournitures et matériels en début de marché	Au plus tard la veille du 1er jour de lancement des prestations
Intervention en cas de problème sur un matériel	24 heures à compter de la demande

Concernant les délais comptés en heures, le délai commence à courir à compter de l'heure suivant la demande.

16.2 - Pénalités pour indisponibilité des équipements

Par dérogation à l'article 14.2 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services, un équipement est indisponible lorsque, indépendamment de l'adhérent du groupement de commandes et en dehors des périodes de maintenance préventive, son usage est rendu impossible soit par le fonctionnement défectueux d'un organe ou dispositif ou d'une fonctionnalité qui y est incluse, soit en raison de l'indisponibilité d'un autre élément de l'équipement auquel il est lié par des connexions fournies et entretenues par le titulaire et auquel il est soumis pour l'exécution du travail en cours, au moment de l'incident.

L'indisponibilité débute au moment de l'arrivée de la demande d'intervention au titulaire. Lorsque l'accès à l'équipement défaillant est retardé du fait de l'adhérent du groupement de commandes, l'indisponibilité est suspendue jusqu'au moment où cet accès devient effectif.

L'indisponibilité s'achève par la remise à disposition de l'adhérent du groupement de commandes des éléments en état de marche. Toutefois, lorsque les éléments réparés sont à nouveau indisponibles, pour les mêmes causes, dans les 24 heures d'utilisation après leur remise en état, la durée d'indisponibilité est décomptée à partir de la constatation de l'indisponibilité initiale.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = PH * R$$

P = le montant de la pénalité

PH = la pénalité horaire est de 25 euros

R = le nombre d'heures ouvrées de retard

16.3 - Pénalités spécifiques

Par dérogation à l'article 14.2 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services, l'adhérent du groupement de commandes se réserve le droit d'appliquer au titulaire les pénalités énumérées ci-dessous en cas de manquement à ses obligations :

DESCRIPTIF	PENALITES
Non-respect des exigences prévue dans le Document de mise en place du marché	200€/par constat (exigences)
Non-respect de la transmission d'information de la pesée pour l'émission des factures	100€/informations manquantes
Non réalisation du nettoyage et de la désinfection des moyens de collecte	50€/ par contenant
Enlèvement prématuré des contenants en fin de marché	200€/par contenant/par jour
Matériel de mise à disposition des contenants non conforme à la description du CCTP, à l'usage ou à la réglementation	200€/par matériel non conforme
Erreur de facturation	100€/par facture erronée
Manquement au remplacement des contenants dans le cadre du plein/vide prévu dans le Document de mise en place du marché	100€/par contenant non remplacé
Pour les déchets non dangereux : Absence de dépannage des compacteurs dans les 24h	300€/par ½ journée de retard
Absence de prévenance d'un événement imprévisible dans les 12 heures après la survenance	100€/ par jour de retard
Absence d'information concernant une rupture de collecte (fermeture d'exutoire, arrêté préfectoral)	300€/par information non transmise
Absence de communication du/des bordereau(x) de suivi des déchets	50€/ par cas constaté
Absence de transmission ou mise à disposition du suivi mensuel des déchets prévu à l'article 10.7 du présent cahier des clauses administratives particulières	100€/ par cas constaté
Absence du représentant du titulaire aux réunions programmées	150€/ par réunion
Non-respect du délai d'enlèvement des équipements de stockage des déchets pour une collecte normale sous réserve des stipulations prévues aux articles 10.4 et 10.5 du présent cahier des clauses administratives particulières	25€/ par heure ouvrée de retard
Non-respect du délai d'enlèvement des équipements de stockage des déchets pour une collecte urgente sous réserve des stipulations prévues aux articles 10.4 et 10.5 du présent cahier des clauses administratives particulières	50€/ par heure ouvrée de retard
Mauvais comportement des agents du titulaire (nuisant au bon fonctionnement,...)	250€/ par cas constaté
Tenue professionnelle des agents du titulaire d'un aspect physique négligé (sale, déchirée, abîmée, non identifiée)	50€/ par cas constaté
Equipements de protection individuelle des agents du titulaire incomplets ou inexistant	100€/ par cas constaté
Non-respect des consignes de sécurité par les agents du titulaire	100€/ par cas constaté
Dégradation des locaux / zones de l'adhérent du groupement de commandes par les agents du titulaire	250€/ par cas constaté en plus de la prise en charge des frais de remise en état des locaux / zones
Perte des moyens d'accès (clefs, badge,...) par les agents du titulaire	100€/ par cas constaté
Rupture d'approvisionnement des consommables et/ou fournitures	25€/ par cas constaté
Absence d'actions correctives mises en place dans les délais prescrits suivant une déclaration de non-conformité	100€/ par jour ouvré de retard

Les pénalités sont cumulables entre elles. Elles sont plafonnées à 35% du montant HT du bon de commande auxquels elles se rapportent.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

16.4 - Pénalités pour non transmission de documents relatifs à la sous-traitance

Par dérogation à l'article 3.6.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande.

A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours calendaires à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt une pénalité égale à 1 / 2 000 du montant hors taxes du marché ou de la tranche concernée, éventuellement modifiés par avenant, ou, à défaut, du montant du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

16.5 - Pénalités pour non transmission des attestations d'assurance

Par dérogation à l'article 14.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le titulaire est tenu de communiquer les attestations d'assurance en cours de validité au pouvoir adjudicateur et l'adhérent du groupement de commandes, lorsque ceux-ci en font la demande.

A défaut de l'avoir produit dans les délais fixés à l'article 23 du présent cahier des clauses administratives particulières, il encourt, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, une pénalité de 25 euros par jour calendaire de retard.

16.6 - Pénalités pour travail dissimulé

Par dérogation à l'article 14.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le titulaire qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L 8221-5 du code du travail, encourt, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, une pénalité égale à 100

euros par jour calendaire de retard jusqu'à la régularisation totale de la situation par le titulaire.

Le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du marché. Le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L 8224-1, L 8224-2 et L 8224-5 du code du travail.

16.7 - Modalités d'application des pénalités

Toutes les pénalités prévues au marché peuvent être appliquées au titulaire sans mise en demeure préalable.

Le titulaire est informé de la décision par le pouvoir adjudicateur et/ou par l'adhérent du groupement de commandes d'appliquer des pénalités par courrier ou courriel motivé.

A la suite de ce courrier ou courriel, le pouvoir adjudicateur et/ou l'adhérent du groupement de commandes émettent un titre de recettes à l'encontre du titulaire correspondant aux pénalités.

L'adhérent du groupement de commandes peut en outre réclamer au titulaire les sommes correspondant aux frais engagés pour pallier ses défaillances, notamment en cas de non-réalisation d'une prestation prévue par le cahier des clauses techniques particulières ou dans le mémoire technique du titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Dijon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Dérogations

- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services